



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

Recueil N° 14

03/02/2023

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté n° 2023- 9264 du 02 février 2023 portant l'application du régime forestier-Commune de Récourt le Creux.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU
TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS, ET DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS**

Arrêté DDETSPP n° 2023-010 déterminant une zone de contrôle temporaire autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures applicables dans cette zone, autour de la commune de Verdun, en date du 02 février 2023.

Arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 fixant la liste des conseillers du salarié

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE LA MEUSE - ISSN 0750-3969

Directeur de la publication : M. le secrétaire général de la préfecture de la Meuse

RÉALISATION ET COMPOSITION : BUREAU DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ

pref-raa@meuse.gouv.fr – 03.29.77.56.16

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture :

www.meuse.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté n° 2023- 5264
portant l'application du régime forestier-Commune de Récourt le Creux

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques**

- VU le code forestier et notamment les articles L211-1, L214-3, R214-1 à R214-3 et R214-5 à R214-9 ;
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH Préfète de la Meuse ;
- VU l'arrêté n° 2022-2665 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pascal DUCHÊNE Directeur Départemental Adjoint des Territoires de la Meuse, assurant les fonctions d'intérim du Directeur Départemental des Territoires de la Meuse ;
- VU la délibération du 31 mars 2022 par laquelle le conseil municipal de la commune de Récourt le Creux sollicite l'application du régime forestier pour les parcelles communales cadastrées A 890, ZA 7 lieu-dit « Hépaux », et C 619 lieu-dit « Bois des Lichots » sur le territoire communal de Récourt -le-Creux;
- VU le procès-verbal de reconnaissance contradictoire en date du 22 juillet 2022 ;
- VU le rapport de présentation du responsable du service Forêt de l'Office National des Forêts, agence de Verdun, en date du 20 janvier 2023 ;
- VU l'avis favorable du directeur d'agence territoriale de l'ONF de Verdun, en date du 20 janvier 2023 ;
- Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires par intérim,

Article 1^{er} - Désignation des parcelles

Relèvent du régime forestier les parcelles appartenant à la commune de Récourt le Creux et désignées ci-après :

Territoire communal de Récourt le Creux			
Section	N° parcelle	Lieu-dit	Surface totale (ha)
A	890	Hépaux	0,9303
ZA	7	Hépaux	0,13
C	619	Bois des Lichots	0,1004
totale			1,1607

Article 2 - Exécution :

- le directeur départemental des territoires de la Meuse par intérim,
- le directeur de l'agence de l'Office National des Forêts de Verdun,
- le maire de la commune de Récourt-le-Creux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans la commune de Récourt le Creux à la diligence du maire, dont mention sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Article 3 : Délais et voies de recours

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

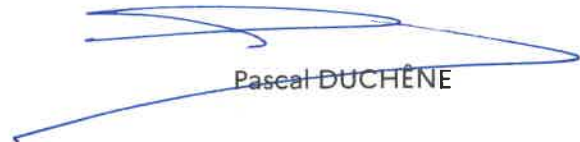
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Fait à Bar-le-Duc, le **02 FEV. 2023**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
par intérim ,



Pascal DUCHÈNE

ARRÊTÉ DDETSPP N° 2023-010
déterminant une zone de contrôle temporaire autour d'un cas d'influenza aviaire
hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures applicables dans cette
zone, autour de la commune de Verdun,

en date du 02 février 2023

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,
Chevalier des palmes académiques**

- Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- Vu** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- Vu** le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- Vu** le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- Vu** le règlement délégué (UE) 2020/687 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;
- Vu** le règlement délégué (UE) 2020/689 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 Parlement européen et du conseil en ce qui concerne les règles applicables à la surveillance, aux programmes d'éradication et au statut « indemne » de certaines maladies répertoriées et émergentes ;
- Vu** le règlement d'exécution (UE) 2021/403 de la commission du 18 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du parlement européen et du conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoosanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2021/641 de la commission du 16 avril 2021 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres ;

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;
- Vu** le Code de l'environnement, notamment le titre II de son livre IV ;
- Vu** le code de la justice administrative, notamment son article R. 421-1 et suivants ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2005-1220 du 28 septembre 2005 pris pour l'application de l'article L. 226-1 code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;
- Vu** le décret du 09 avril 2021 nommant Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;
- Vu** l'arrêté du 13 octobre 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;
- Vu** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- Vu** l'arrêté du 10 septembre 2001 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- Vu** l'arrêté du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- Vu** l'arrêté du 10 novembre 2017 fixant les conditions générales de reconnaissance des laboratoires d'analyse en vue de s'assurer de l'absence d'infection par le virus de l'influenza aviaire dans le cadre des autocontrôles ;
- Vu** l'arrêté modifié du 14 mars 2018 relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;
- Vu** l'arrêté du 20 décembre 2019 portant dérogation à la protection stricte des espèces ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liées aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;
- Vu** l'arrêté du 8 novembre 2022 qualifiant le niveau de risque influenza aviaire hautement pathogène ;

CONSIDÉRANT la découverte de plusieurs cadavres de mouettes rieuses le 27 janvier 2023 sur la commune de Verdun (Meuse) ;

CONSIDÉRANT la confirmation le 1er février 2023 sur ces mêmes cadavres par le laboratoire national de référence – ANSES Ploufragan, de la contamination par le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène, sous type H5N1 hautement pathogène (rapports d'analyses D-23-00842) ;

CONSIDÉRANT que l'introduction du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages a des conséquences graves en matière sanitaire et économique ;

CONSIDÉRANT que le caractère hautement pathogène du virus et sa forte contagiosité entraînent un risque de contamination entre la faune sauvage et les animaux détenus dans les élevages, les basses-cours et tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre des mesures afin d'éviter l'introduction de ce virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages, les basses-cours et tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs ;

CONSIDÉRANT qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein des élevages, des basses-cours et de tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs, afin de prévenir sa propagation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, de prendre des mesures exceptionnelles et proportionnées aux risques encourus et aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences sanitaires du risque de diffusion de ce virus dans les faunes captive et domestique ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des populations du département de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1 : Définition

Une zone de contrôle temporaire (ZCT) est définie conformément à l'analyse de risque menée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations du département de la Meuse comprenant l'ensemble des communes de la Meuse listées en annexe du présent arrêté, situées dans un rayon de 20 km autour du lieu de découverte des mouettes contaminées.

La zone de contrôle temporaire est soumise aux dispositions décrites dans les articles ci-après.

Section 1 : Mesures dans les lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs dans la zone de contrôle temporaire

Article 2 : Recensement des lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs

Le recensement de tous les lieux de détention de volailles ou d'autres oiseaux captifs à finalité commerciale et non commerciale est réalisé de la façon suivante :

– les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux doivent être déclarés auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Meuse, en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Cette déclaration se fait par Internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse :

<https://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/exploitation-agricole/obtenir-un-droit-une-autorisation/article/declarer-la-propriete-de-poules-de-190>

– les particuliers détenant des volailles doivent être déclarés auprès de leur mairie ou par Internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse :

https://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/particulier/effectuer-une-declaration-55/article/declarer-la-detention-de-volailles?id_rubrique=53&rubrique_all=1

Article 3 : Mesures de biosécurité

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux captifs détenus sont mis à l'abri et leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé.

2° Tous les détenteurs de volailles et oiseaux captifs renforcent les mesures de biosécurité. Dans les exploitations commerciales, un système de désinfection des véhicules et des personnes en entrées et sorties de la zone professionnelle est mis en place. Ces mesures sont de la responsabilité du responsable de l'établissement concerné.

3° Les personnes intervenant en élevage mettent en œuvre des mesures de biosécurité renforcées auprès de leurs personnels. L'introduction des matériels et produits en élevage doit faire l'objet de protocoles spécifiques adaptés à chaque élevage.

4° Les transporteurs mettent en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté du 14 mars 2018 susvisé.

5° Les mouvements de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance des exploitations de volailles ou d'oiseaux captifs sont à éviter autant que possible. Les mouvements indispensables font l'objet de précautions particulières en termes de biosécurité.

Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

1° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de dépassement des critères d'alerte, prévus à l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, est signalée sans délai au vétérinaire sanitaire qui en réfère à la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Meuse ;

2° Afin de détecter au plus tôt la maladie, une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :

a) Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plumes :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Écouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire
Environnement	Chiffonnette poussières sèche dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b) Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plumes de la famille des anatidés :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur les animaux vivants.

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
	Écouvillon	Une fois par	Gène M	Analyse de

Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres ou 30 animaux vivants	cloacal	semaine		confirmation obligatoire
	Écouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire

Article 5 : Mesures concernant les mouvements d'animaux et de produits

5-1. Mouvements de palmipèdes, d'appelants et de gibier à plumes

Les mouvements de palmipèdes et de gibier à plumes, en provenance d'exploitations commerciales situées dans la zone de contrôle temporaire, sont conditionnés à la réalisation de contrôles selon les conditions suivantes :

a) Mouvements de palmipèdes :

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
20 animaux	Écouvillonnage cloacal en y incluant le cas échéant les 5 derniers animaux trouvés morts au cours de la dernière semaine	48 h ouvrés avant mouvement	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire

b) Mouvements de gibier à plumes de la famille des phasianidés et anatidés :

Le mouvement de gibier à plumes est autorisé par la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, pour une période maximale d'un mois, sous réserve des conditions suivantes :

- production d'un plan de biosécurité conforme et daté de moins d'un an ;
- réalisation d'un examen clinique favorable par le vétérinaire sanitaire dans le mois qui précède tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et des anatidés ;
- réalisation d'un dépistage virologique favorable du virus de l'influenza aviaire dans les 15 jours précédant tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des anatidés.

c) Mouvements et utilisation des appelants de gibier d'eau :

Le mouvement des appelants de gibier d'eau est autorisé par la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sous réserve des conditions suivantes :

- Détenteurs de catégorie 1 au sens de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé :
 - transport d'appelants « nomades » en nombre inférieur ou égal à 30 appelants par jour et par détenteur avec respect des mesures de biosécurité ;
 - utilisation d'appelants « nomades » d'un seul détenteur ;
 - absence de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».
- Détenteurs des catégories 2 et 3 au sens de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé :

- transport est interdit ;
- utilisation des appelants « résidents », qui sont déjà sur place et ne nécessitent pas de transport, sans contact avec des appelants « nomades ».

5-2. Rassemblement de volailles et autres oiseaux captifs

La vente de volailles démarrées est possible lorsqu'elle s'effectue sur les marchés sans contact direct ou indirect avec l'avifaune.

Les rassemblements de volailles sont interdits. Les rassemblements d'oiseaux captifs dont la liste figure à l'annexe II-de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé restent possibles sur autorisation préalable de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

5-3. Mouvements d'œufs à couvrir

Les sorties des œufs à couvrir à destination d'un couvoir situé sur le territoire national ou dans un autre État membre de l'Union européenne peuvent être autorisées, sous réserve des conditions suivantes :

- désinfection des œufs et de leur emballage ;
- traçabilité des œufs et enregistrement régulier des données d'élevage en particulier la viabilité et l'éclosabilité des œufs ;
- mise en place par le couvoir de mesures de biosécurité renforcée validées par la direction départementale en charge de la protection des populations compétente.

5-4. Mouvements de poussins destinés aux échanges dans l'Union européenne

Les mouvements de poussins d'un jour issus de cheptels situés en zone de contrôle temporaire et destinés à l'élevage dans un autre État membre de l'Union européenne doivent respecter les conditions suivantes :

- être issus d'œufs à couvrir conformes aux conditions définies au paragraphe précédent ;
- vérification, dans les 24 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou cas suspect d'influenza aviaire.

5-5. Mouvements des œufs de consommation et des viandes de volailles

Les œufs de consommation peuvent quitter les exploitations pour autant qu'ils soient emballés dans un emballage jetable ou composé de matériaux nettoyables et désinfectables et que toutes les mesures de biosécurité requises soient appliquées. La traçabilité des œufs doit être assurée par l'opérateur de collecte et doit être tenue à disposition de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sur demande.

Les viandes issues des volailles détenues en zone de contrôle temporaire peuvent être mises sur le marché et cédées sans condition particulière au consommateur.

5-6. Mesures relatives aux viandes de gibiers à plumes sauvages

La cession, à titre gratuit ou onéreux, du gibier à plumes tué par action de chasse et des viandes qui en sont issues, est interdite dans la zone de contrôle temporaire.

5-7. Gestion des cadavres et des autres sous-produits animaux dont les effluents

Sauf nécessité de conservation des cadavres à visée diagnostique conformément à l'article 4, les cadavres sont stockés dans des containers étanches et si besoin conservés au froid dans l'attente de leur collecte par l'équarrisseur. Les sociétés d'équarrissage mettent en œuvre un dispositif renforcé de biosécurité pour la collecte en zone de contrôle temporaire. Les collectes en zone de contrôle temporaire sont réalisées après les collectes hors zone de contrôle temporaire dans une même tournée.

Le transport et les épandages de lisier, déjections et litières usagées sont autorisés. Le transport doit être réalisé avec des contenants clos et étanches. L'épandage doit être effectué avec des dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et être accompagné d'un enfouissement immédiat pour les effluents non assainis. Le lisier peut être destiné à un site de compostage ou de méthanisation agréé, effectuant une transformation de ces matières (70 ° C / 1 h).

Les autres sous-produits animaux tels que les œufs, leurs coquilles et les plumes sont interdits à l'épandage.

Dans les abattoirs de volailles de la zone de contrôle temporaire, les sous-produits animaux de catégorie 3, issus de volailles d'une zone de même statut, sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé pour la production de produits transformés. L'envoi de ces sous-produits en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux de compagnie est interdit.

Article 6 : Modalités de réalisation des autocontrôles

1° Les prélèvements nécessaires aux autocontrôles sont réalisés, conditionnés et acheminés sous 48 h, dans un laboratoire reconnu ou agréé, sous la responsabilité du propriétaire des volailles.

2° La prise en charge des autocontrôles est à la charge du propriétaire des volailles.

3° Les résultats de ces autocontrôles sont conservés dans le registre d'élevage et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 juin 2000 susvisé, et adressés à l'organisation de production pour archivage. Les résultats de ces autocontrôles sont joints à la fiche relative à l'information sur la chaîne alimentaire (ICA) lorsque les animaux sont destinés à l'abattoir.

Section 2 : Dispositions finales

Article 7 : Levée de la zone de contrôle temporaire

La zone de contrôle temporaire est levée par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Meuse lorsque les conditions suivantes seront remplies :

- évolution favorable durant au moins 21 jours de la situation épidémiologique en matière de circulation virale dans le compartiment sauvage ;
- réalisation de visites sanitaires favorables, sous la responsabilité de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, dans tous les lieux de détention d'oiseaux (commerciaux et non commerciaux) dans les 5 km autour du lieu de découverte des mouettes contaminées.

Article 8 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constitue des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif de Nancy sous un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 10 : Délai de mise en œuvre

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4, 5 et 6 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

Article 11 : Dispositions finales

Le secrétaire général de la préfecture de Meuse, la sous-préfète de Verdun, le directeur de cabinet du préfet de la Meuse, la directrice départementale de l'emploi du travail des solidarités et de la protection des populations de la Meuse, le directeur départemental des territoires de la Meuse, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meuse, le directeur départemental de la sécurité publique, l'office français de la biodiversité, la fédération départementale des chasseurs de la Meuse, les vétérinaires sanitaires, les maires des communes figurant à l'annexe, les responsables des sociétés d'équarrissage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et affiché dans les communes concernées.

Fait à BAR-LE-DUC, le 2 février 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire Général



Christian ROBBE-GRILLET

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex – le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

ANNEXE :

Liste des territoires de la zone de contrôle temporaire

55002	ABAUCOURT-HAUTCOURT
55007	AMBLY-SUR-MEUSE
55009	ANCEMONT
55014	AUBREVILLE
55017	AUTRE COURT-SUR-AIRE
55023	AVOCOURT
55024	AZANNES-ET-SOUMAZANNES
55039	BEAUMONT-EN-VERDUNOIS
55042	BELLERAY
55043	BELLEVILLE-SUR-MEUSE
55045	BELRUPT-EN-VERDUNOIS
55047	BETHELAINVILLE
55048	BETHINCOURT
55050	BEZONVAUX
55055	BLANZEE
55060	BONZEE
55064	BOUQUEMONT
55068	BRABANT-EN-ARGONNE
55070	BRABANT-SUR-MEUSE
55072	BRAQUIS
55073	BRAS-SUR-MEUSE
55082	BROCOURT-EN-ARGONNE
55099	CHAMPNEUVILLE
55102	CHARNY-SUR-MEUSE
55105	CHATILLON-SOUS-LES-COTES
55106	CHATTANCOURT
55107	CHAUMONT-DEVANT-DAMVILLERS
55117	CLERMONT-EN-ARGONNE
55121	COMBRES-SOUS-LES-COTES
55124	CONSENVOYE
55137	CUISY
55139	CUMIERES-LE-MORT-HOMME
55143	DAMLLOUP
55145	DAMVILLERS
55146	DANNEVOUX
55153	DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT
55154	DIEUE-SUR-MEUSE
55155	DOMBASLE-EN-ARGONNE
55164	DOUAUMONT
55166	DUGNY-SUR-MEUSE
55171	EIX
55172	LES EPARGES
55180	ESNES-EN-ARGONNE
55181	ETAIN
55183	ETRAYE
55189	FLEURY-DEVANT-DOUAUMONT
55191	FOAMEIX-ORNEL
55193	FORGES-SUR-MEUSE
55198	FRESNES-EN-WOEVRE
55199	FROIDOS
55200	FROMEREVILLE-LES-VALLONS
55201	FROMEZEY
55204	GENICOURT-SUR-MEUSE

55206	GERCOURT-ET-DRILLANCOURT
55211	GINCREY
55218	GREMILLY
55219	GRIMAU COURT-EN-WOEVRE
55222	GUSSAINVILLE
55236	HAUDAINVILLE
55237	HAUDIOMONT
55239	HAUMONT-PRES-SAMOGNEUX
55241	HEIPPES
55242	HENNEMONT
55244	HERMEVILLE-EN-WOEVRE
55251	IPPECOURT
55257	JOUY-EN-ARGONNE
55260	JULVECOURT
55276	LANDRECOURT-LEMPIRE
55285	LAVOYE
55286	LEMMES
55307	LOUDEMONT-COTE-DU-POIVRE
55313	MALANCOURT
55317	MANHEULLES
55321	MARRE
55325	MAUCOURT-SUR-ORNE
55339	MOGEVILLE
55341	MOIREY-FLABAS-CREPION
55346	MONTFAUCON-D'ARGONNE
55347	LES MONTHAIRONS
55355	MONTZEVILLE
55356	MORANVILLE
55357	MORGEMOULIN
55360	MOUILLY
55361	MOULAINVILLE
55385	NIXEVILLE-BLERCOURT
55394	ORNES
55395	OSCHES
55411	RAMBLUZIN-ET-BENOITE-VAUX
55415	RANZIERES
55416	RARECOURT
55419	RECICOURT
55420	RECOURT-LE-CREUX
55422	REGNEVILLE-SUR-MEUSE
55428	REVILLE-AUX-BOIS
55437	ROMAGNE-SOUS-LES-COTES
55439	RONVAUX
55449	RUPT-EN-WOEVRE
55453	SAINT-ANDRE-EN-BARROIS
55465	SAINT-REMY-LA-CALONNE
55468	SAMOGNEUX
55482	SENONCOURT-LES-MAUJOUY
55484	SEPTSARGES
55489	SIVRY-LA-PERCHE
55490	SIVRY-SUR-MEUSE
55492	SOMMEDIÈUE
55497	LES SOUHESMES-RAMPONT
55498	SOUILLY
55505	THIERVILLE-SUR-MEUSE
55512	TILLY-SUR-MEUSE
55515	TRESAUVVAUX
55521	TROYON

55523	VACHERAUVILLE
55525	VADELAINCOURT
55537	VAUX-DEVANT-DAMLLOUP
55540	VAUX-LES-PALAMEIX
55545	VERDUN
55556	VILLE-DEVANT-CHAUMONT
55557	VILLE-EN-WOEVRE
55566	VILLERS-SUR-MEUSE
55567	VILLE-SUR-COUSANCES
55578	WARCQ
55579	WATRONVILLE
55580	WAVRILLE



Arrêté préfectoral fixant la liste des conseillers du salarié

LA PREFETE DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L.1232-2, L.1232-4, L.1232-7 et L.1237-12 du code du travail,

Vu les articles R.1232-1 à 3 du code du travail,

Vu les articles D.1232-4 à D.1232-6 du code du travail

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 nommant jusqu'au 1^{er} février 2026 les conseillers du salarié,

Vu les propositions de Madame la Directrice Départementale de la DDETSPP de la Meuse,

Après consultation des organisations représentatives visées à l'article L.2272-1 du code du travail,

ARRETE :

Article 1^{er} : La liste des personnes habilitées à venir assister un salarié sur sa demande lors de l'entretien préalable à son licenciement, ou lors d'un entretien préparatoire à la rupture conventionnelle du contrat de travail, et en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

NOM et Prénom	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE
M. CAILLE Philippe	50 Avenue du Général De Gaulle 55400 ETAIN	Retraité	06.71.51.47.49
M. CORVISIER Hervé	4 Route de Vadelaincourt 55220 LEMMES	Chef d'équipe	06.76.78.63.64
M. DURUPT Jean Jacques	7 Rue du Châtelet 55130 HOUDELAINCOURT	Directeur technique	07.70.55.98.81

M. HEINI Stéphane	3 Grande Rue 55170 LAVINCOURT	Conducteur de ligne	03.29.70.18.81 06.23.79.17.57
M. LAUMONT Daniel	14 Rue du Puit Perdu 55200 COMMERCY	Retraité	06.72.64.45.28
M. MINUTO Salvator	13 Rue Victor Hugo 55800 REVIGNY / ORNAIN	Retraité	06.79.50.00.30
Mme SOUEL Françoise	7 Rue de Bégarenne 55000 FAINS - VEEL	Retraîtée	06.30.15.71.16

Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (C.F.E. – C.G.C.)

Nom et Prénom	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE
M. HARACZAJ Alain	18 Allée des Tilleuls 55400 VAUX - DEVANT - DAMLOUP	Responsable de vente secteur	06.50.20.24.17
M. FITRZYK Daniel	3 Rue Neuve 55300XIVRAY ET MARVOISIN	Responsable	06.75.75.14.33

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

Nom et Prénom	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE
M. BISE Bernard	18 Rue Buffon Résidence St Exupéry Bât. N°50 52100 SAINT - DIZIER	Retraité	06.84.54.13.80
Mme CHEVALIER Nathalie	21 rue du Roncier 55000 ROBERT - ESPAGNE	Agent d'entretien	06.07.24.26.60
M. DODIN Philippe	17 Rue du Grand Pont 55130 DEMANGE - AUX - EAUX	Conseiller	06.81.51.73.61
M. GIGOUT Franck	3 Rue de Demangevignes 54570 FOUG	Cariste	06.27.14.43.70
Mme GOURY Céline	4 Rue de l'Eglise 51290 STE MARIE DU LAC	Comptable	06.70.16.02.61
M. LE BUDET David	11 Rue Saint Pierre 55270 MONTFAUCON D'ARGONNE	Responsable	06.32.33.30.25
M. PROT Michel	8 Rue du Général Mangin 55430 BELLEVILLE	Retraité	06.86.03.74.89

Confédération Générale du Travail (C.G.T.)

Nom et Prénom	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE
M. DUFOUR Jacques	2 Rue Val des Prés 55200 COMMERCY	Retraité	06.37.94.67.05
M. DUFOUR Olivier	6 Rue des Ponts 55130 TREVERAY	Ouvrier métallurgie	06.82.59.07.82
M. HENQUINET André	66B Allée du Dieu du Trice 55100 VERDUN	Retraité	06.95.90.02.31
M. ROLLAND Loïc	2 Rue de Buez 55200 LEROUVILLE	Ouvrier métallurgie	06.67.74.39.30
M. SILBERMANN Dominique	14 Rue de Sébastopol 55000 BAR LE DUC	Ouvrier métallurgie	06.21.47.48.46
Mme WARTH Isaline	11 Rue des Chennevières 55210 VIGNEULLES LES HATTONCHATEL	Secrétaire administrative	06.05.19.20.76
M. ZELTZ Christophe	1 Rue de la Chapelle 55300 SAMPIGNY	Retraité	07.80.51.85.48

Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (CGT - F.O.)

Nom et Prénom	ADRESSE	PROFESSION	TELEPHONE
Mme GRIGNON Magaly	2 Rue de la Chaînerie 52100 SAINT - DIZIER	Employée	06.33.78.57.85
Mme HORDIES Sandrine	10 Rue des Preyens 55140 RIGNY LA SALLE	Employée	06.84.24.21.30
Mme JAYEN-ROSSI Aline	9 Bis Rue du Château 55000 BAR LE DUC	Employée	06.14.53.58.68
Mme NOWAK Caroline	48 Rue de la Maréchale 55000 BAR LE DUC	Employée	06.76.85.79.08
M. POIROT Daniel	1 Allée des Genets 55100 VERDUN	Educateur	03.29.86.53.06 03.29.86.60.14
M. PRUDHOMME Thierry	9 Grande Rue 55100 BELRUPT - EN - VERDUNOIS	Agent de sécurité	06.48.74.62.18 03.29.86.53.06
M. REPERT Jean-Pierre	4 Grande Rue 55130 ROSIERES EN BLOIS	Agent de sécurité	06.48.66.15.74

Article 2 : La durée de leur mandat est fixée à trois ans à compter du 31 janvier 2023.

Article 3 : L'arrêté du 10 janvier 2020 est abrogé.

Article 4 : La mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de la Meuse et ouvre droit au remboursement des frais de déplacements qu'elle occasionne dans ce département.

Article 5 : La liste prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés à la DDETSPP de la Meuse, dans chaque section d'inspection du travail et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Bar-le-Duc, le 31 janvier 2023

La Préfète,



Pascale TRIMBACH